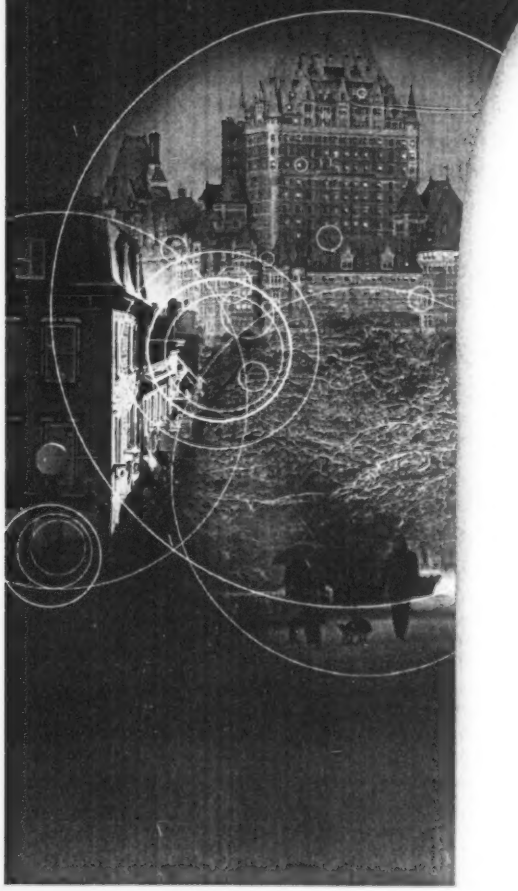
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Bulletin statistique régional

Édition 2010

Capitale-Nationale

Québec

Équipe de rédaction :

Jean Berselli, Raymond Beullac, Danielle Bilodeau, Sophie Brehain, Pierre Cambon, Francine Chercuitte, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Marc Gignac, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Jean-François Lachance, Pierre Lachance, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Mario Ringuette, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin, Fanny Desrochers, Hugo Leblanc, Amélie Martins

Révision linguistique :

Esther Frève, Nicole Descroisselles

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Anika / Nick Burka / Tony Tremblay, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	n	Nombre
...	N'ayant pas lieu de figurer	$	En dollars
–	Néant ou zéro	k	En milliers
—	Données infime	M	En millions
p	Donnée provisoire	G	En milliards
r	Donnée révisée	g	Gramme
e	Donnée estimée	kg	Kilogramme
F	Donnée peu fiable	t	Tonne métrique
x	Donnée confidentielle		

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2010
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Décembre 2010

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 8

Comptes économiques 10
- Produit intérieur brut 10
- Revenu personnel 12

Exportations 14

Industrie manufacturière 15

Investissements et permis de bâtir 17
- Investissements 17
- Permis de bâtir 18

Conditions de vie et bien-être 19

Éducation 21

Santé 22

Culture et communications 24

Concepts et définitions 26

Tableaux comparatifs 32

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de la Capitale-Nationale couvre une superficie de 20 904 km². Elle est composée de sept municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent (TE) : Charlevoix, Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Côte-de-Beaupré, La Jacques-Cartier, Portneuf et Québec, et regroupe 69 municipalités.

Avec une superficie en terre ferme de 18 592 km² (88,9 %) pour 687 810 habitants en 2009, la densité de population de la Capitale-Nationale est de 37,0 hab./km². Par contre, les zones développées ne couvrent qu'une surface de 323 km² (1,5 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 2 128 hab./km².

La couverture du sol[1] de la Capitale-Nationale est composée majoritairement de 7 846 km² de forêts mixtes (37,5 %), de 4 771 km² de forêts de conifères (22,8 %), de 2 347 km² de forêts de feuillus (11,6 %) et de 2 312 km² d'eau (11,1 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 48 km², ce qui représente 0,2 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, la Capitale-Nationale compte 2 278 km² (10,9 %) d'aires protégées.

Couverture du sol

	Superficie	
	km²	%
Données non disponibles	3	0,0
Eau	2 312	11,1
Glace, roche, terrain découvert	514	2,5
Bryophytes et lichens	2	0,0
Arbustes	1 396	6,7
Terres humides	48	0,2
Plantes herbacées et toundra	131	0,6
Terres agricoles cultivées	1 211	5,8
Forêt de conifères	4 771	22,8
Forêt de feuillus	2 347	11,2
Forêt mixte	7 846	37,5
Zones développées	323	1,5

Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance démographique de la Capitale-Nationale s'est accélérée entre 1996 et 2009 et son rythme a récemment surpassé la moyenne québécoise. La région compte sur des naissances en hausse depuis le milieu des années 2000 et maintient des gains appréciables dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Le nombre d'immigrants qui s'y établissent s'est également accru. Deux des MRC de la région, La Jacques-Cartier et La Côte-de-Beaupré, affichent une croissance démographique parmi les plus vigoureuses du Québec.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de la Capitale-Nationale comptait 687 800 habitants au 1er juillet 2009, soit 8,8 % de la population du Québec. Elle arrive au troisième rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, derrière Montréal (24,4 %) et la Montérégie (18,2 %). Son poids démographique est demeuré stable au cours des 10 dernières années.

Avec ses 545 200 habitants, le TE de Québec, qui recouvre la municipalité du même nom, regroupe près de 80 % de la population de la région. Il est suivi par les MRC plus étendues, mais moins densément peuplées de Portneuf (7 %), de La Jacques-Cartier (5 %) et de La Côte-de-Beaupré (4 %). Charlevoix et Charlevoix-Est viennent ensuite avec 2 % de la population chacune. L'Île-d'Orléans est la MRC la moins populeuse, ses 7 000 habitants représentant 1 % de la population régionale.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population régionale, MRC et TE de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 1996-2009

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001	2006	2009p	1996-2001	2001-2006	2006-2009p	1996	2009p
	n				pour 1 000			%	
Charlevoix-Est	17 162	16 928	16 438	16 344	– 2,7	– 5,9	– 1,9	2,7	2,4
Charlevoix	13 612	13 419	13 219	13 204	– 2,9	– 3,0	– 0,4	2,1	1,9
L'Île-d'Orléans	6 977	6 903	6 874	6 994	– 2,1	– 0,8	5,8	1,1	1,0
La Côte-de-Beaupré	21 911	21 414	23 226	24 768	– 4,6	16,2	21,4	3,4	3,6
La Jacques-Cartier	25 218	27 016	30 207	33 370	13,8	22,3	33,2	3,9	4,9
Québec	512 701	520 031	531 993	545 219	2,8	4,5	8,2	79,7	79,3
Portneuf	45 796	45 829	46 777	47 911	0,1	4,1	8,0	7,1	7,0
Capitale-Nationale	**643 377**	**651 540**	**668 734**	**687 810**	**2,5**	**5,2**	**9,4**	**100,0**	**100,0**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 828 879**	**4,1**	**6,3**	**8,5**	...	...

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er juillet 2009.
1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

De 2001 à 2006, la population de la Capitale-Nationale a crû en moyenne à un rythme annuel de 5,2 pour mille. La croissance est demeurée inférieure à la moyenne québécoise au cours de cette période, mais s'est accélérée par rapport à 1996-2001 (2,5 pour mille). Selon les données les plus récentes, le taux d'accroissement annuel moyen s'est élevé à 9,4 pour mille en 2006-2009, surpassant la croissance de l'ensemble du Québec (8,5 pour mille).

Les taux d'accroissement sont en hausse dans la plupart des MRC de la région. La croissance récente est toutefois largement concentrée dans deux d'entre elles, soit La Jacques-Cartier et La Côte-de-Beaupré. De toutes les MRC du Québec, La Jacques-Cartier est celle qui affiche la croissance la plus rapide entre 2006 et 2009 (33,2 pour mille). Sa population s'est également

accrue de façon importante au cours des deux périodes précédentes. La Côte-de-Beaupré arrive en sixième position à l'échelle québécoise en 2006-2009 avec un taux annuel moyen de 21,4 pour mille, ce qui contraste avec les pertes enregistrées en 1996-2001.

En comparaison, la croissance récente apparaît beaucoup plus faible dans le TE de Québec et dans la MRC de Portneuf (8 pour mille), mais dans les deux cas, son ampleur est plus près de la moyenne québécoise qu'en 1996-2001 et 2001-2006. L'Île-d'Orléans voit sa population croître d'une centaine de personnes entre 2006 et 2009, ce qui équivaut à un taux d'accroissement de 5,8 pour mille annuellement. On peut parler de croissance nulle dans le cas de Charlevoix, tandis que Charlevoix-Est enregistre de légères pertes (– 1,9 pour mille).

Structure par âge

La structure par âge de la Capitale-Nationale se caractérise notamment par une représentation relativement faible des jeunes de moins de 20 ans. En 2009, ceux-ci comptent pour 19,7 % de la population régionale, comparativement à 22,2 % à l'échelle québécoise. À cet égard, la Capitale-Nationale se rapproche de deux des régions les plus âgées du Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Mauricie, où les jeunes représentent respectivement 19,1 % et 19,6 % de la population.

Les personnes âgées de 65 ans et plus sont au contraire proportionnellement plus nombreuses dans la Capitale-Nationale (16,4 %) que dans l'ensemble du Québec (14,9 %). Le bassin d'individus d'âge actif (20-64 ans) y est également un peu plus important (63,9 %) que dans la plupart des autres régions (62,8 % en moyenne). Ces écarts quant à la répartition de la population entre les grands groupes d'âge se reflètent dans un âge médian qui est plus élevé dans la Capitale-Nationale (42,9 ans) qu'au Québec (41,1 ans).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, MRC et TE de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2009[p]

	Groupe d'âge								Âge médian
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	
	n				%				
Charlevoix-Est	16 344	3 074	10 228	3 042	100,0	18,8	62,6	18,6	46,8
Charlevoix	13 204	2 363	8 060	2 781	100,0	17,9	61,0	21,1	48,4
L'Île-d'Orléans	6 994	1 347	4 344	1 303	100,0	19,3	62,1	18,6	47,7
La Côte-de-Beaupré	24 768	5 358	15 637	3 773	100,0	21,6	63,1	15,2	43,3
La Jacques-Cartier	33 370	9 116	21 773	2 481	100,0	27,3	65,2	7,4	35,5
Québec	545 219	104 258	350 063	90 898	100,0	19,1	64,2	16,7	42,8
Portneuf	47 911	9 754	29 744	8 413	100,0	20,4	62,1	17,6	45,2
Capitale-Nationale	**687 810**	**135 270**	**439 849**	**112 691**	**100,0**	**19,7**	**63,9**	**16,4**	**42,9**
Ensemble du Québec	**7 828 879**	**1 739 194**	**4 919 274**	**1 170 411**	**100,0**	**22,2**	**62,8**	**14,9**	**41,1**

Note : Population au 1er juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

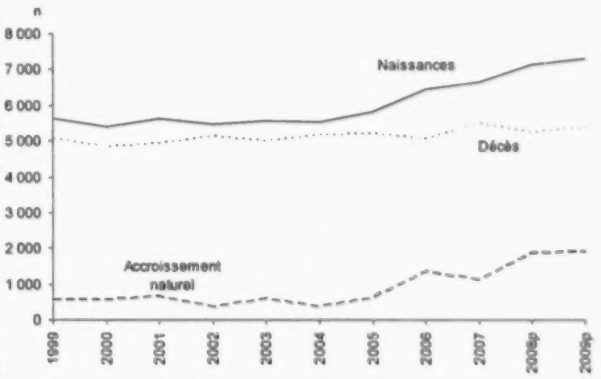
La Jacques-Cartier se démarque des autres MRC de la région avec une population beaucoup plus jeune. L'âge médian y est de 35,5 ans, ce qui en fait une des plus jeunes MRC du Québec. Elle se distingue à la fois par une plus forte proportion de jeunes (27,3 %) et par une très faible part de personnes âgées (7,4 %). À l'opposé, Charlevoix, Charlevoix-Est et l'Île-d'Orléans font partie des MRC les plus âgées du Québec. L'âge médian atteint jusqu'à 48,4 ans dans Charlevoix, la seule MRC de la région où les personnes âgées de 65 ans et plus (21,1 %) sont déjà plus nombreuses que les moins de 20 ans (17,9 %). Ces deux groupes d'âge sont toutefois presque à parité dans Charlevoix-Est et l'Île-d'Orléans. Québec, Portneuf et La Côte-de-Beaupré se situent entre les deux extrêmes, leur âge médian variant entre 42,8 ans et 45,2 ans.

Naissances, décès et accroissement naturel

Le nombre de naissances enregistrées dans la Capitale-Nationale a été plutôt stable dans la première moitié des années 2000, mais s'est ensuite accru de façon appréciable. Selon les données provisoires, 7 296 bébés sont nés dans la région en 2009, soit 32 % de plus que les 5 532 naissances de 2004. Une augmentation s'observe dans toutes les régions du Québec au cours de cette période, mais elle a été de 20 % en moyenne. Seule Lanaudière a connu une hausse du nombre de naissances plus élevée que la Capitale-Nationale.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, Capitale-Nationale, 1999-2009



Source : Institut de la statistique du Québec.

Dans la Capitale-Nationale, la récente hausse des naissances est favorisée par une croissance du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds (20-39 ans), mais elle est surtout attribuable au fait que les femmes ont en moyenne un peu plus d'enfants depuis quelques années. L'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité d'une année donnée, est passé de 1,28 enfant par femme en 2004 à 1,61 en 2009. Malgré cette hausse, la fécondité de la Capitale-Nationale demeure une des plus faibles au Québec avec Montréal (1,62). La moyenne québécoise est de 1,73 enfant par femme en 2009.

En raison d'une population vieillissante, le nombre de décès est un peu plus élevé en 2009 qu'au début des années 2000. En 2009, 5 390 décès sont survenus dans la région, comparativement à 5 162 en 2004. Comme l'augmentation du nombre de naissances a été beaucoup plus importante au cours de cette période, l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a pris de l'ampleur. Tandis qu'il a représenté moins de 700 individus de 1999 à 2005, il dépasse les 1 000 personnes depuis 2006. Le sommet des 10 dernières années est atteint en 2009 avec un accroissement naturel équivalant à environ 1 900 personnes.

En 2009, l'accroissement naturel est positif dans toutes les MRC de la région (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). Il est toutefois de faible ampleur dans les MRC plus âgées de Charlevoix-Est, Charlevoix et l'Île-d'Orléans. Par rapport à la taille de sa population, La Jacques-Cartier est la MRC où l'accroissement naturel contribue le plus fortement à la croissance démographique.

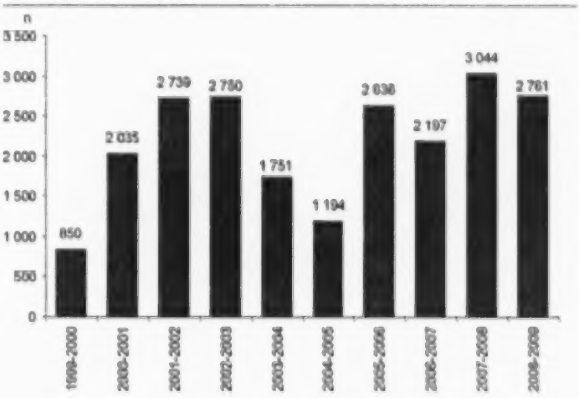
Migration interrégionale

En 2008-2009, les échanges migratoires avec les autres régions du Québec ont entraîné des gains de 2 761 personnes dans la Capitale-Nationale, un des soldes les plus importants des 10 dernières années. Seule l'année 2007-2008 s'est terminée avec des gains plus élevés (+ 3 044).

En 2008-2009, les soldes sont généralement positifs dans tous les groupes d'âge, mais sont fortement concentrés chez les 15-19 ans (+ 567) et surtout chez les 20-24 ans (+ 1 461). Ce profil migratoire est notamment lié à la présence d'insti-

Figure 2.2

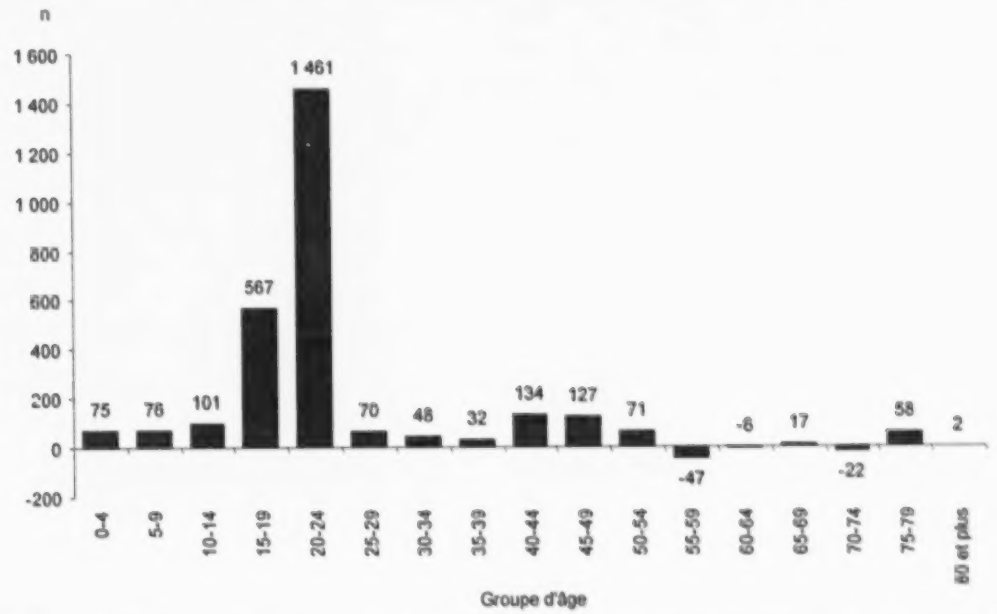
Solde migratoire interrégional, Capitale-Nationale, 1999-2000 à 2008-2009



Note : Les données de 2005-2006 à 2007-2008 ont été révisées.
Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

tutions d'enseignement collégial et universitaire qui desservent non seulement les jeunes de la Capitale-Nationale, mais aussi ceux des autres régions.

Figure 2.3
Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Capitale-Nationale, 2008-2009



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Chaudière-Appalaches est la région avec laquelle s'effectuent le plus grand nombre d'échanges migratoires. Près du tiers (31,9 %) des individus qui ont quitté la Capitale-Nationale en 2008-2009 se sont dirigés dans cette région voisine, alors que 27,0 % des entrants en étaient originaires. Ces nombreux échanges entraînent toutefois un solde pratiquement nul pour la Capitale-Nationale (+ 47 personnes). Les gains réalisés au détriment du Bas-Saint-Laurent (+ 555), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 604) et de la Côte-Nord (+ 316) sont beaucoup plus importants. La Capitale-Nationale est la principale destination des individus qui quittent ces régions, et les soldes montrent que les retours ne parviennent pas à compenser les départs.

La région enregistre de faibles gains dans ses échanges migratoires avec la plupart des autres régions, sauf Montréal (– 125) et l'Outaouais (– 191). Les pertes au profit de Montréal sont en baisse depuis le début des années 2000, alors que leur ampleur fluctue dans le cas de l'Outaouais.

À l'échelle des MRC, la migration interne comprend les échanges avec l'ensemble des autres MRC, incluant celles faisant partie de la même région administrative. En 2008-2009, toutes les MRC de la Capitale-Nationale affichent des soldes migratoires internes positifs (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). Toutes proportions gardées, l'apport de la migration interne à la croissance démographique est plus important dans les MRC de La Jacques-Cartier et de La Côte-de-Beaupré.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Capitale-Nationale, 2008-2009

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	555	5	1 288	7,6	5	733	5,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	604	4	1 524	8,9	4	920	6,4
Capitale-Nationale	...	...	...	...	...	...	...
Mauricie	266	6	975	5,7	6	709	5,0
Estrie	273	8	737	4,3	10	464	3,2
Montréal	– 125	2	2 176	12,8	2	2 301	16,1
Outaouais	– 191	13	428	2,5	7	619	4,3
Abitibi-Témiscamingue	115	15	294	1,7	15	179	1,3
Côte-Nord	316	7	866	5,1	8	550	3,9
Nord-du-Québec	54	16	111	0,7	16	57	0,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	131	12	448	2,6	13	317	2,2
Chaudière-Appalaches	47	1	4 604	27,0	1	4 557	31,9
Laval	91	14	317	1,9	14	226	1,6
Lanaudière	118	11	468	2,7	12	350	2,5
Laurentides	133	10	570	3,3	11	437	3,1
Montérégie	254	3	1 599	9,4	3	1 346	9,4
Centre-du-Québec	120	9	637	3,7	9	517	3,6
Total	**2 761**	...	**17 041**	**100,0**	...	**14 280**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

La Capitale-Nationale arrive au quatrième rang des régions d'établissement des immigrants. En janvier 2009, 4,3 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2003 et 2007, résidaient dans la Capitale-Nationale[1]. Beaucoup plus importante à Montréal (67,0 %), cette part est aussi supérieure en Montérégie (9,5 %) et à Laval (6,2 %). Au cours des dernières années, la Capitale-Nationale a maintenu sa capacité d'attraction relative. En janvier 2005, 4,1 % des nouveaux immigrants admis entre 1999 et 2003 résidaient dans la région. Du fait de la hausse des volumes d'immigrants au Québec, le nombre d'immigrants récents a toutefois augmenté, passant de 5 800 à 7 700 entre janvier 2005 et janvier 2009.

1. Les statistiques sur la présence des immigrants au Québec selon l'année d'admission et la région de résidence sont compilées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Les statistiques reprises ici n'ont pas été mises à jour par rapport à l'édition 2009 des bulletins statistiques régionaux, car le MICC n'avait pas encore diffusé de nouvelles données au moment de rédiger l'édition 2010. Les statistiques peuvent être consultées pour les autres régions du Québec dans : Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec. Édition 2010.* [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2010.pdf.

3. Marché du travail

Indicateurs de l'emploi et du chômage

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

La Capitale-Nationale subit, comme neuf autres régions administratives, une baisse de 2 000 emplois (– 0,6 %) par rapport à 2008. Ces pertes équivalent à 5,3 % de la diminution à l'échelle de la province, alors que la Capitale-Nationale regroupe 9,3 % de l'emploi au Québec. Le taux d'emploi se replie (– 0,8 point) en raison d'une baisse de l'emploi jumelée à une hausse de la population en âge de travailler (+ 0,9 %).

Tableau 3.1
Caractéristiques du marché du travail, Capitale-Nationale, 2005-2009

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population active	k	367,9	365,2	372,0	375,2	375,8
Emploi	k	346,5	345,0	353,7	358,1	356,1
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	282,5	285,6	287,3	290,7	287,0
Emploi à temps partiel	k	64,0	59,4	66,4	67,4	69,1
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	97,6	96,1	92,6	92,5	92,1
30 ans et plus	k	248,9	248,9	261,0	265,6	264,0
Sexe						
Hommes	k	177,5	179,4	181,6	180,6	178,7
Femmes	k	169,0	165,6	172,1	177,5	177,4
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	59,3	56,8	48,4	53,9	51,6
Secteur des services	k	287,2	288,2	305,2	304,2	304,6
Chômeurs	k	21,4	20,2	18,3	17,1	19,7
Taux d'activité	%	66,4	65,2	65,9	66,1	65,6
Taux de chômage	%	5,8	5,5	4,9	4,6	5,2
Taux d'emploi	%	62,5	61,6	62,7	63,0	62,2
Part de l'emploi à temps partiel	%	18,5	17,2	18,8	18,8	19,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Le repli de l'emploi affecte surtout les hommes (– 1 900) ainsi que les personnes âgées de 30 ans et plus (– 1 600). Contrairement au secteur des services qui connaît une relative stabilité, le secteur des biens enregistre des pertes (– 2 300). D'ailleurs, la Capitale-Nationale est, après l'Outaouais, la deuxième région du Québec où le secteur des biens est le moins présent. Seulement 14,5 % de la main-d'œuvre se retrouve de ce secteur, soit 8,0 points de pourcentage de moins que la moyenne québécoise.

Malgré l'accroissement de 1 700 emplois à temps partiel, l'emploi total diminue en 2009 en raison des pertes d'emplois à temps plein (– 3 700). La part du temps partiel dans l'emploi total de la région augmente de 0,6 point, à 19,4 %.

Après trois années consécutives de recul, le taux de chômage de la Capitale-Nationale augmente de 0,6 point en 2009. La hausse observée résulte de l'effet combiné de la hausse de la population active (+ 0,6 %) et de la baisse de l'emploi. Ainsi, le nombre de chômeurs augmente de 2 600 en 2009. Le taux de chômage de la Capitale-Nationale demeure toujours le plus faible au Québec, se situant à 3,3 points de pourcentage en deçà de la moyenne québécoise (8,5 %); celui des femmes et celui des hommes sont également les plus faibles.

Par ailleurs, le taux d'activité régresse de 0,5 point en 2009, en raison d'une hausse de la population active inférieure à celle de la population en âge de travailler. Le taux d'activité féminin de la Capitale-Nationale (61,2 %) est le plus élevé parmi toutes les régions administratives.

L'emploi dans la région de la Capitale-Nationale s'accroît de 9 600 de 2005 à 2009, et augmente de 95 400 de 1987 à 2009. Tout comme en 1987, cette région se classe au 3ème rang, parmi les 17 régions du Québec, en termes de nombre d'emploi. Sa part dans l'emploi total est en hausse de 0,7 point durant cette période.

Nombre et taux de travailleurs

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La situation du marché du travail évolue de façon contrastée dans la Capitale-Nationale en 2009. D'une part, les MRC de La Jacques-Cartier (+ 2,6 %), de La Côte-de-Beaupré (+ 2,0 %) et de Portneuf (+ 1,9 %) se distinguent en affichant un taux de croissance du nombre de travailleurs de 25 à 64 ans supérieur à la moyenne régionale (+ 1,0 %), et à celui du Québec (+ 0,5 %). Pour ces trois MRC, il s'agit d'ailleurs d'une douzième hausse annuelle consécutive. D'autre part, L'Île-d'Orléans (– 0,5 %), Charlevoix-Est et Charlevoix (– 0,2 % chacune) subissent une diminution du nombre de travailleurs par rapport à 2008.

Tableau 3.2
Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et TE de la Capitale-Nationale, ensemble du Québec, 2008-2009

	Nombre			Taux		
	2008[r]	2009[r]	Var. (%) 09/08	2008[r]	2009[r]	Var. (%) 09/08
Charlevoix-Est	6 503	6 488	– 0,2	69,7	69,4	– 0,2
Charlevoix	5 264	5 252	– 0,2	71,0	71,5	0,5
L'Île-d'Orléans	3 009	2 994	– 0,5	74,7	74,7	0,0
La Côte-de-Beaupré	11 105	11 324	2,0	79,4	78,5	– 0,8
La Jacques-Cartier	16 371	16 791	2,6	84,1	83,5	– 0,7
Québec	232 434	234 567	0,9	74,6	75,0	0,5
Portneuf	19 635	19 874	1,2	72,7	73,0	0,3
Capitale-Nationale	**294 321**	**297 290**	**1,0**	**74,9**	**75,3**	**0,4**
Ensemble du Québec	**3 195 858**	**3 212 724**	**0,5**	**72,6**	**72,5**	**– 0,1**

Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère du Revenu du Québec.

En ce qui a trait au taux de travailleurs, il se contracte dans trois MRC de la région, à savoir La Côte-de-Beaupré (– 0,8 point), La Jacques-Cartier (– 0,7 point) et Charlevoix-Est (– 0,2 point). À l'inverse, Charlevoix et Québec (+ 0,5 point respectivement) affichent les hausses les plus importantes dans la Capitale-Nationale. Par ailleurs, Charlevoix-Est (69,4 %) et Charlevoix (71,5 %) continuent de présenter un taux de travailleurs sous la moyenne québécoise (72,5 %). En revanche, La Jacques-Cartier (83,5 %) se distingue en présentant le deuxième plus haut taux de travailleurs parmi les 104 MRC et TE qui composent le Québec.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants s'élève à 27,6 G$ dans la Capitale-Nationale. La production de cette région constitue ainsi 9,7 % du PIB du Québec, ce qui en fait la troisième région en importance, après Montréal et la Montérégie.

La croissance économique de la région en 2008 affiche un taux de 3,6 %, inférieur au taux de croissance annuel moyen (TCAM) des quatre dernières années qui s'établit à 5,0 %. Elle est toutefois supérieure à celle de la moyenne québécoise, qui se chiffre à 2,0 %, pour cette même année 2008. À ce chapitre, la région se classe au neuvième rang parmi les 17 régions administratives.

Produit intérieur brut par industrie

Le secteur des services a une forte prépondérance dans l'économie de la région de la Capitale-Nationale avec un PIB qui atteint 22,3 G$ en 2008, soit à 80,8 % de son activité économique. Cela est principalement dû à la présence des administrations publiques qui occupent 15,1 % de l'économie régionale, de même qu'à l'importance du groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (18,2 %). En comparaison, le secteur des services correspond à 70,1 % du PIB à l'échelle du Québec.

En 2008, les industries des services (+ 4,4 %) stimulent la croissance économique en regard des industries productrices de biens qui n'augmentent que d'un mince 0,4 %. En forte augmentation dans les industries des services, on retrouve le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 8,5 %), le commerce de gros (+ 7,8 %), les arts, les spectacles et les loisirs (+ 7,7 %) et l'industrie du transport et de l'entreposage (+ 5,6 %). Les services administratifs (+ 4,6 %), l'hébergement et les services de restauration (+ 4,0 %), une des bases économiques de la région, les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 4,0 %), les administrations publiques (+ 3,2 %), base économique importante de la région, ainsi que les autres services (+ 3,2 %) obtiennent aussi de bons résultats. Les services d'enseignement (+ 2,7 %), considérés comme base économique de la région, ralentissent par rapport au TCAM des quatre dernières années (+ 3,3 %). Parmi les industries des services, celle des soins de santé et de l'assistance sociale, autre base économique de la région, est la seule qui décroît, soit de 2,8 %.

Avec une production de 5,3 G$, les industries productrices de biens occupent près du cinquième de l'économie régionale. En 2008, l'industrie de la construction (+ 5,8 %) se porte bien, mais la fabrication se rétracte de 3,0 %. Au sein de l'industrie de la fabrication, l'évolution est très différente selon l'industrie étudiée. Ainsi, la fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (+ 16,9 %), l'impression et les activités connexes de soutien (+ 12,6 %), la fabrication d'aliments (+ 7,0 %), celle de produits chimiques (+ 6,3 %) et celle de produits métalliques (+ 3,0 %) enregistrent des hausses, fortes dans certains cas. À l'inverse, la fabrication de produits en plastique et en caoutchouc (– 21,7 %), celle du papier (– 16,2 %), celle de produits minéraux non métalliques (– 6,4 %), une des bases économiques de la région, celle de meubles et de produits connexes (– 5,6 %), celle de produits informatiques et électroniques (– 3,2 %) ainsi que les activités diverses de fabrication (– 3,7 %) décroissent en cette année 2008.

Depuis 2004, la part des industries productrices de biens augmente jusqu'en 2007, mais diminue en 2008, de sorte qu'elle demeure pratiquement la même en 2008 : de 19,2 % de l'économie régionale en 2004, elle se situe ainsi à 19,2 % en 2008. Cela reflète le fait que la croissance est identique à celle observée du côté de l'industrie des services, soit de 5,0 %, dans la région de la Capitale-Nationale. Au Québec, la part des industries productrices de biens passe de 31,9 % en 2004 et diminue chaque année pour se chiffrer à 29,9 % en 2008.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Capitale-Nationale, 2007-2008

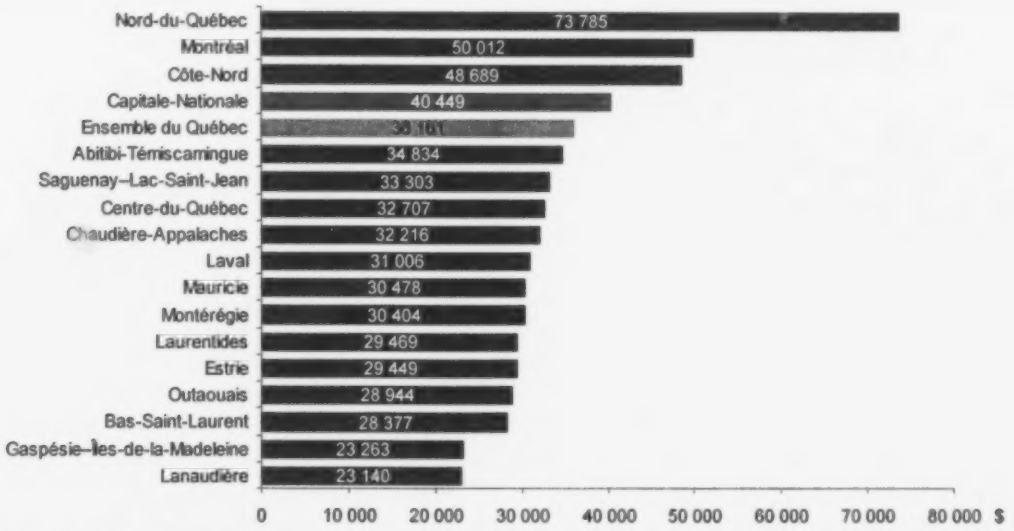
	2007[r]	2008[p]	Part de l'industrie en 2008	Variation annuelle moyenne 2008/2004	Variation 2008/2007
	k$			%	
Ensemble des industries	**26 648 723**	**27 604 361**	**100,0**	**5,0**	**3,6**
Secteur de production de biens	**5 289 765**	**5 309 726**	**19,2**	**5,0**	**0,4**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	212 722	201 230	0,7	– 4,0	– 5,4
Cultures agricoles et élevage	139 818	138 544	0,5	– 0,1	– 0,9
Foresterie et exploitation forestière	33 807	26 041	0,1	– 15,9	– 23,0
Pêche, chasse et piégeage	679	595	0,0	– 10,5	– 12,4
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	38 417	36 051	0,1	– 5,0	– 6,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	X	X	...	...	...
Services publics	X	X	...	...	...
Construction	1 603 177	1 696 408	6,1	13,5	5,8
Fabrication	2 749 910	2 667 298	9,7	2,1	– 3,0
Fabrication d'aliments	246 605	263 885	1,0	4,2	7,0
Fabrication de boissons et de produits du tabac	X	X	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	X	X	...	...	...
Fabrication de vêtements	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en bois	X	X	...	...	...
Fabrication du papier	292 466	245 070	0,9	– 0,7	– 16,2
Impression et activités connexes de soutien	113 299	127 623	0,5	– 3,7	12,6
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	X	X	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	165 183	175 525	0,6	7,5	6,3
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	10 666	101 804	0,4	5,9	– 21,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	204 130	191 162	0,7	– 5,1	– 6,4
Première transformation des métaux	X	X	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	226 018	232 736	0,8	6,1	3,0
Fabrication de machines	X	X	...	...	...
Fabrication de produits informatiques et électroniques	105 438	102 060	0,4	– 4,6	– 3,2
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	69 166	80 851	0,3	13,2	16,9
Fabrication de matériel de transport	X	X	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	84 900	80 144	0,3	– 3,0	– 5,6
Activités diverses de fabrication	119 896	115 426	0,4	1,5	– 3,7
Secteur des services	**21 358 958**	**22 294 635**	**80,8**	**5,0**	**4,4**
Commerce de gros	1 029 143	1 109 664	4,0	6,5	7,8
Commerce de détail	1 834 861	1 946 191	7,1	6,2	6,1
Transport et entreposage	960 839	1 036 159	3,8	11,3	5,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	798 958	825 554	3,0	4,8	3,3
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	4 638 229	5 030 896	18,2	6,0	8,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 314 974	1 368 132	5,0	5,2	4,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	749 246	783 772	2,8	6,3	4,6
Services d'enseignement	1 647 518	1 691 292	6,1	3,3	2,7
Soins de santé et assistance sociale	2 438 233	2 368 872	8,6	3,5	– 2,8
Arts,spectacles et loisirs	241 880	260 581	0,9	4,7	7,7
Hébergement et services de restauration	986 351	1 026 032	3,7	4,1	4,0
Autres services, sauf les administrations publiques	666 393	687 447	2,5	3,2	3,2
Administrations publiques	4 032 331	4 160 043	15,1	3,2	3,2

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la région de la Capitale-Nationale figure au quatrième rang parmi les régions administratives du Québec en 2009. En effet, le PIB par habitant atteint 40 449 $, à la suite d'un repli de 0,3 % par rapport à 2008, étant donné que la hausse de son PIB est surpassée par la croissance de sa population. Au Québec, le PIB par habitant accuse une diminution annuelle de 1,4 %, en partie en raison d'une diminution au chapitre de son PIB, et s'établit ainsi à 36 161 $ en 2009.

Figure 4.1.1
Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Pour la douzième année consécutive, le revenu personnel par habitant s'accroît dans la Capitale-Nationale et s'établit à 35 793 $ en 2009, même si la hausse de 2,5 % est moins prononcée que les années précédentes. Cette augmentation s'explique par la croissance de 2,5 % des revenus d'emploi combinée à celle de 4,5 % de transferts des administrations publiques, ce qui amoindrit la baisse de 0,6 % des revenus de placements. Par ailleurs, le revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers soustrait des impôts directs et des cotisations sociales, s'apprécie de 4,0 % en 2009 pour atteindre 27 429 $. À cet égard, la région de la Capitale-Nationale occupe le troisième rang parmi les 17 régions administratives, devant la Montérégie (26 966 $) et derrière Montréal (27 462 $).

Par ailleurs, les transferts que versent les différents paliers de gouvernement aux particuliers s'établissent à 5 542 $ par habitant. L'augmentation des transferts gouvernementaux est attribuable à la hausse conjointe des prestations d'assurance-emploi, de la sécurité de vieillesse, ainsi qu'à celles de la Régie des rentes du Québec. En contrepartie, on observe une baisse des subventions aux associations de bienfaisance. La proportion qu'occupent les transferts gouvernementaux dans le revenu personnel s'établit à 15,5 % dans la Capitale-Nationale comparativement à 16,9 % dans l'ensemble du Québec. Les prestations de la

Régie des rentes du Québec, de la sécurité de vieillesse et d'assurance-emploi représentent la plus grande part des transferts en provenance des administration publiques.

Tableau 4.2.1

Revenu personnel et ses composantes par habitant, Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2008-2009

	Capitale-Nationale			Ensemble du Québec		
	2008r	2009p	Variation 09/08	2008r	2009p	Variation 09/08
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	25 855	26 500	2,5	23 930	24 216	1,2
Revenu de placement	3 675	3 654	– 0,6	3 919	3 582	– 8,6
Transferts des administrations publiques	5 305	5 542	4,5	5 546	5 674	2,3
Autres sources de revenu	100	96	– 3,7	155	151	– 2,4
Revenu personnel	**34 935**	**35 793**	**2,5**	**33 550**	**33 623**	**0,2**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	8 565	8 364	– 2,3	7 900	7 592	– 3,9
Égale :						
Revenu personnel disponible	**26 371**	**27 429**	**4,0**	**25 650**	**26 031**	**1,5**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

En ce qui a trait aux territoires supralocaux de la Capitale-Nationale, le revenu personnel disponible par habitant est en croissance dans l'ensemble des MRC et TE. Par contre, la MRC de L'Île-d'Orléans est la seule à afficher une variation inférieure à la moyenne québécoise (+ 1,5 %), en raison notamment de la forte dépréciation des revenus de placements (– 7,6 %). Notons aussi que les disparités de revenu demeurent relativement fortes dans la région alors que les MRC de Charlevoix-Est (21 826 $) et Charlevoix (22 414 $) ont un revenu personnel disponible par habitant bien plus faible que celles de L'Île-d'Orléans (31 225 $) et de La Jacques-Cartier (31 631 $), deux des plus forts au Québec. De plus, les résidants de Charlevoix-Est et Charlevoix sont ceux qui dépendent le plus des transferts gouvernementaux comme source de revenu avec en moyenne plus de 6 400 $ des différents paliers de gouvernement, alors que ceux de Québec obtiennent la plus forte majoration par rapport à 2008 (+ 5,0 %).

Tableau 4.2.2

Revenu personnel, revenu personnel disponible et transferts des administrations publiques par habitant, MRC et TE de la Capitale-Nationale, 2008-2009

	Revenu personnel			Revenu personnel disponible			Transferts des administrations publiques		
	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08	2008r	2009p	Var. 09/08
	$/hab		%	$/hab		%	$/hab		%
Charlevoix-Est	27 793	27 798	0,0	21 455	21 826	1,7	6 234	6 430	3,1
Charlevoix	28 156	28 485	1,2	21 933	22 414	2,2	6 597	6 780	2,8
L'Île-d'Orléans	40 566	40 409	– 0,4	30 989	31 225	0,8	5 059	5 298	4,7
La Côte-de-Beaupré	35 435	35 564	0,4	26 703	27 232	2,0	5 398	5 543	2,7
La Jacques-Cartier	41 761	41 885	0,3	31 095	31 631	1,7	3 843	3 876	0,9
Québec	35 297	36 335	2,9	26 592	27 803	4,6	5 287	5 549	5,0
Portneuf	29 461	29 565	0,4	22 731	23 091	1,6	5 813	6 022	3,6

Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Après une hausse de 6,1 % en 2004, suivie d'une baisse très modeste (– 0,04 %) en 2005 et d'une autre de 5,4 % en 2006, les exportations internationales de biens présentent un troisième recul consécutif (– 4,6 %), en 2007, dans la Capitale-Nationale, en raison notamment de la baisse des exportations vers les États-Unis (– 10,2 %) et malgré une poussée de celles dirigées vers l'Europe (+ 53,7 %). Sur les 70,8 G$ de biens exportés par le Québec en 2007 – dont 3,4 G$ ne peuvent être répartis régionalement – près de 5,2 G$ sont attribuables aux 458 établissements exportateurs de la Capitale-Nationale. La part relative de la région, dans les exportations totales du Québec, a fléchi entre 2001 et 2007, passant de 9,0 % à 7,4 %.

Les États-Unis sont la principale destination des exportations de la Capitale-Nationale. En 2007, les exportations vers ce pays se chiffrent à 4,0 G$, soit 77,1 % de la valeur totale des biens exportés. Trois régions de ce pays, la Côte-Est[1], le Centre-industriel[2] et le Sud-Est[3] des États-Unis reçoivent respectivement 34,8 %, 17,8 % et 14,6 % de cette valeur totale. Par contre, la valeur des biens exportés vers le marché européen a chuté de façon importante en 2006 (285,5 M$), mais elle est remontée à 438,9 M$ en 2007, soit 8,4 % de la valeur totale.

Tableau 5.1

Valeur et proportion des marchandises exportées selon la destination, Capitale-Nationale, 2003-2007

	2003[r]	2004[r]	2005[r]	2006[r]	2007	TCAM[1] 2007/2003
			M$			%
Amérique du Sud[2] et Mexique	262,1	293,7	232,8	251,5	321,6	5,2
États-Unis	4 410,5	4 674,7	4 632,4	4 463,2	4 008,5	– 2,4
Japon	10,0	13,9	14,8	29,1	13,1	7,0
Union européenne[3]	433,2	412,4	404,0	285,5	438,9	0,3
Autres	312,5	366,4	475,0	421,2	419,2	7,6
Total	**5 428,3**	**5 761,1**	**5 759,0**	**5 450,6**	**5 201,2**	**– 1,1**

1. Taux de croissance annuel moyen.
2. L'Amérique du Sud comprend les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Îles Falkland (Malvinas), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela.
3. L'Union européenne correspond aux pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Guyane française, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Sur le plan méthodologique, il importe de préciser que la répartition des exportations par région se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine du fabricant ou du producteur. De plus, les exportations d'une région dirigées vers les autres provinces canadiennes ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

1. Côte-Est des États-Unis : Connecticut, Delaware, District de Columbia, Maine, Maryland, Massachusetts, New Hampshire, New Jersey, New York, Caroline du Nord, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont, Virginie, Virginie occidentale.
2. Centre-industriel des États-Unis : Illinois, Indiana, Kentucky, Michigan, Ohio, Wisconsin.
3. Sud-Est des États-Unis : Alabama, Arkansas, Floride, Géorgie, Louisiane, Mississippi, Puerto Rico, Caroline du Sud, Tennessee, Îles Vierges des États-Unis.

6. Industrie manufacturière

par Mario Ringuette, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2008, le secteur manufacturier représente le sixième de l'activité économique québécoise avec 16,6 % du produit intérieur brut (estimé au prix de base en dollars courants). Cette proportion varie cependant fortement d'une région à l'autre et vient, par conséquent, moduler l'impact induit par d'importants changements dans le secteur manufacturier sur l'ensemble de l'économie régionale. Dans la région de la Capitale-Nationale, les établissements manufacturiers génèrent de façon directe 9,7 % de l'activité économique régionale.

Emploi total du secteur manufacturier

En 2008, contrairement à la majorité des régions du Québec, l'emploi manufacturier est en croissance dans la région de la Capitale-Nationale. En effet, grâce à une hausse de 3,1 %, l'emploi total du secteur manufacturier grimpe de plus de 700 personnes pour passer à 23 462. Plusieurs sous-secteurs ont contribué à cette progression. Citons par exemple les industries de fabrication de matériel de composants électriques et électroniques (+ 53,5 %), de produits informatiques et électroniques (+ 20,5 %) et de machines (+ 12,6 %). On assiste toutefois une réduction notable des effectifs chez les fabricants de papier (– 19,4 %), de produits minéraux non métalliques (– 9,2 %) et de produits en caoutchouc et en plastique (– 8,6 %). Dans l'ensemble du Québec, l'emploi total dans le secteur manufacturier diminue de 3,9 %.

Tableau 6.1

Emploi total dans le secteur manufacturier, par sous-secteur du SCIAN, Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			n			%	
Capitale-Nationale	**23 769**	**23 534**	**22 360**	**22 757**	**23 462**	**3,1**	**– 0,3**
Aliments	2 076	1 852	1 975	2 129	2 483	16,6	4,6
Boissons et produits du tabac	x	x	x	x	x	x	x
Usines de textiles	x	x	x	x	x	x	x
Usines de produits textiles	F	x	x	117	x	x	x
Vêtements	594	332	479	x	199	x	– 23,9
Produits en cuir et produits analogues	x	x	x	x	x	x	x
Produits en bois	1 377	1 206	1 257	1 212	1 229	1,4	– 2,8
Papier	2 934	2 819	2 297	2 145	1 729	– 19,4	– 12,4
Impression et activités connexes de soutien	1 545	1 302	1 288	1 272	1 224	– 3,8	– 5,7
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	489	443	362	319	358	12,2	– 7,5
Produits en caoutchouc et en plastique	797	1 253	1 388	1 517	1 387	– 8,6	14,9
Produits minéraux non métalliques	1 417	1 413	1 484	1 375	1 248	– 9,2	– 3,1
Première transformation des métaux	x	x	x	x	x	x	x
Produits métalliques	2 570	2 865	2 468	2 514	2 607	3,7	0,4
Machines	958	1 100	1 056	1 259	1 418	12,6	10,3
Produits informatiques et électroniques	1 858	1 919	1 564	1 869	2 252	20,5	4,9
Matériel, appareils et composants électriques	783	790	942	843	1 294	53,5	13,4
Matériel de transport	x	x	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	1 630	1 657	1 471	1 509	1 564	3,6	– 1,0
Activités diverses de fabrication	1 702	1 677	1 566	1 611	1 634	1,4	– 1,0
Ensemble du Québec	**500 675**	**482 821**	**466 581**	**451 125**	**433 510**	**– 3,9**	**– 3,5**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Malgré la situation positive en 2008 dans la région, le niveau d'emploi manufacturier n'a pu rejoindre celui de 2004. En fait, la variation annuelle moyenne au cours de cette période est de – 0,3 %. Cette baisse est cependant moins rapide que ce que l'on observe pour l'ensemble du Québec (– 3,5 %).

Revenus totaux dans le secteur manufacturier

Avec près de 6,6 G$ en 2008, les revenus totaux[1] des établissements manufacturiers se sont stabilisés dans la Capitale-Nationale. L'évolution s'avère toutefois très variable selon le sous-secteur considéré. À titre illustratif, les revenus sont en hausse dans l'industrie des produits informatiques et électroniques (+ 18,3 %), des aliments (+ 15,8 %) et des machines (+ 14,3 %). C'est le phénomène inverse auquel on assiste pour les produits minéraux non métalliques (– 12,8 %), les produits en caoutchouc et plastique (– 10,3 %) et le secteur du papier (– 3,0 %).

Au fil des ans, les revenus se maintiennent à des niveaux supérieurs à 6,0 G$. Entre 2004 et 2008, la croissance est évaluée en moyenne à 1,5 % par année, légèrement sous la moyenne québécoise (+ 2,0 %).

Tableau 6.2
Revenus totaux dans le secteur manufacturier, Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			k$			%	
Capitale-Nationale	**6 169 100**	**6 113 238**	**6 245 307**	**6 555 796**	**6 558 383**	0,0	1,5
Aliments	721 323	573 287	738 155	836 626	969 135	15,8	7,7
Boissons et produits du tabac	x	x	x	x	x	x	x
Usines de textiles	x	x	x	x	x	x	x
Usines de produits textiles	15 282	x	x	13 137	x	x	x
Vêtements	41 668	28 960	41 002	x	21 706	x	– 15,0
Produits en cuir et produits analogues	x	x	x	x	x	x	x
Produits en bois	334 509	301 961	275 374	274 604	272 798	– 0,7	– 5,0
Papier	980 330	1 007 203	969 121	925 027	896 958	– 3,0	– 2,2
Impression et activités connexes de soutien	192 060	175 526	190 722	188 827	187 843	– 0,5	– 0,6
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	175 196	144 465	157 982	171 514	190 377	11,0	2,1
Produits en caoutchouc et en plastique	151 877	225 281	253 060	290 355	260 485	– 10,3	14,4
Produits minéraux non métalliques	357 166	372 352	377 401	358 407	312 560	– 12,8	– 3,3
Première transformation des métaux	x	x	x	x	x	x	x
Produits métalliques	443 697	500 424	445 277	497 856	499 097	0,2	3,0
Machines	181 269	207 910	210 129	229 119	261 794	14,3	9,6
Produits informatiques et électroniques	387 715	381 317	262 301	330 007	390 510	18,3	0,2
Matériel, appareils et composants électriques	264 477	229 218	283 167	241 155	230 925	– 4,2	– 3,3
Matériel de transport	x	x	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	216 542	203 987	201 505	209 212	201 014	– 3,9	– 1,8
Activités diverses de fabrication	263 249	253 437	246 185	268 163	289 700	8,0	2,4
Ensemble du Québec	**147 470 739**	**152 348 158**	**157 670 122**	**155 681 738**	**159 515 688**	**2,5**	**2,0**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Globalement, les revenus totaux comprennent les revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placements.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

Selon les perspectives 2010, les investissements dans la région de la Capitale-Nationale se chiffrent à 7,8 G$, en hausse de 4,9 % par rapport à 2009, soit une sixième augmentation annuelle consécutive. Il s'agit d'une performance supérieure à la moyenne provinciale (+ 3,6 %) en croissance annuelle, plaçant la région au sixième rang parmi les 17 régions administratives. Le niveau de 2010 est non seulement un nouveau sommet historique (depuis 1998), mais le niveau d'investissement est plus du double de son niveau de 2005.

Tableau 7.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Capitale-Nationale, 2006-2010[2]

	2006	2007r	2008	2009	2010	Variation 2010/2009	Part relative dans la région (2010)	Part relative dans le Québec (2010)
	k$					%		
Production de biens	361 146	370 723	424 903	403 769	547 055	35,5	7,0	4,2
Production de services	2 878 439	3 717 852	3 863 323	4 505 867	4 583 952	1,7	58,9	15,9
Logement	1 329 524	1 727 539	1 841 732	2 516 218	2 657 940	5,6	34,1	12,8
Total	**4 569 109**	**5 816 114**	**6 129 958**	**7 425 854**	**7 788 947**	**4,9**	**100,0**	**12,4**
Secteur privé non résidentiel	1 857 256	2 423 174	2 263 483	2 475 270	2 582 903	4,3	33,2	12,9
Secteur public	1 382 328	1 665 401	2 024 743	2 434 367	2 548 104	4,7	32,7	11,6

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.
1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002.*
2. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

L'investissement des industries productrices de biens est en croissance de 35,5 % par rapport à 2009 et atteint 547,1 M$ (un autre sommet historique), portant le poids de ces industries à 7,0 % de l'investissement régional (5,4 % en 2009). Il s'agit d'ailleurs de la troisième plus forte croissance annuelle régionale pour ces industries à l'échelle québécoise. Ces investissements sont concentrés dans les secteurs des services publics (218,1 M$) et dans celui de la fabrication (167,0 M$).

Les dépenses en immobilisation des industries productrices de services sont en croissance de 1,7 % en 2010 pour atteindre 4,6 G$, soit près de 60 % de l'investissement régional (58,9 %). Les fortes augmentations de l'investissement dans le secteur du transport et entreposage (+ 121,0 M$) et des services d'enseignement (+ 42,9 M$) viennent compenser la baisse observée dans le secteur des administrations publiques (– 165,9 M$), bien que le poids de ces dernières au sein des industries productrices de services demeure élevé (35,8 %).

Quant aux investissements relatifs au logement, ils sont en croissance de 5,6 % par rapport à 2009, une quatrième variation annuelle positive consécutive, et s'établissent à 2,7 G$, soit près du double du niveau de 2006. Les croissances annuelles récentes placent maintenant la région au deuxième rang parmi les régions administratives, derrière la Montérégie (4,5 G$).

Les investissements privés non résidentiels, qui représentent 33,2 % de l'investissement régional en 2010, sont en hausse de 4,3 % par rapport à 2009 et se situent à 2,6 G$, plaçant la région au troisième rang à l'échelle québécoise, derrière Montréal (4,6 G$) et la Montérégie (3,3 G$). Pour ce qui est des investissements du secteur public, ils sont en croissance de 4,7 % par rapport à 2009 pour s'établir à 2,5 G$. Dans les deux cas, il s'agit des plus hauts niveaux observés depuis 1998.

7.2 Permis de bâtir

En 2009, la valeur totale des permis de bâtir émis dans la région de la Capitale-Nationale atteint 1,6 G$, en croissance de 14,0 % par rapport à 2008, valeur bien au-delà de la moyenne quinquennale (1,3 G$).

Tableau 7.2.1

Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	Moyenne 2005-2009
			k$			%	k$
Capitale-Nationale	**1 010 889**	**1 041 897**	**1 341 382**	**1 412 717**	**1 610 246**	**14,0**	**1 283 426**
Résidentiel	720 369	585 506	754 328	823 528	1 025 424	24,5	781 831
Non résidentiel	290 520	456 391	587 054	589 189	584 822	– 0,7	501 595
Ensemble du Québec	**11 287 982**	**11 878 332**	**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**– 6,4**	**12 575 210**
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	– 5,7	8 279 918
Non résidentiel	3 402 184	4 098 838	4 557 254	4 895 053	4 523 131	– 7,6	4 295 292

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir atteint 1,0 G$ en 2009, en croissance de 24,5 % par rapport à 2008. Ce niveau est supérieur à la moyenne sur cinq ans (781,8 M$), constat valable pour l'ensemble des MRC et TE à l'exception de Charlevoix-Est. La valeur des permis délivrés est concentrée dans le TE de Québec (728,3 M$), la MRC de La Jacques-Cartier (128,0 M$) et dans la MRC de Portneuf (71,8 M$).

Les permis de bâtir non résidentiels délivrés en 2009 totalisent pour leurs parts 584,8 M$, en décroissance de 0,7 % par rapport à 2008. Malgré cette baisse, le niveau demeure plus élevé que la moyenne entre 2005 et 2009 (501,6 M$). Les permis de bâtir non résidentiels sont concentrés dans le TE de Québec, que ce soit pour la composante commerciale (95,9 %), industrielle (81,2 %) ou institutionnelle (92,5 %). En niveau, seule la composante commerciale se situe au-dessus de la moyenne quinquennale au niveau régional, les composantes industrielle et institutionnelle étant inférieures aux moyennes.

Tableau 7.2.2

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, MRC et TE de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2009

	Résidentiel		Commercial		Industriel		Institutionnel	
	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09	k$	Moyenne 05-09
Charlevoix-Est	13 169	15 850	1 950	4 468	169	1 876	1 396	1 386
Charlevoix	10 065	9 436	529	1 951	40	1 307	1 707	962
L'Île-d'Orléans	10 726	9 394	272	1 107	2 222	1 379	1 135	414
La Côte-de-Beaupré	63 353	59 056	4 930	4 410	359	2 352	365	1 213
La Jacques-Cartier	127 996	108 040	6 211	4 716	1 010	1 691	800	2 193
Québec	728 291	529 716	430 001	295 464	30 327	55 079	91 559	105 572
Portneuf	71 824	50 339	4 655	6 015	3 209	5 332	1 976	2 710
Capitale-Nationale	**1 025 424**	**781 831**	**448 548**	**318 131**	**37 336**	**69 015**	**98 938**	**114 450**
Ensemble du Québec	**8 406 568**	**8 279 918**	**2 489 522**	**2 320 657**	**827 458**	**905 147**	**1 206 151**	**1 069 488**

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2007, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la Capitale-Nationale (6,3 %) que dans l'ensemble du Québec (9,9 %). De 2003 à 2007, le taux de faible revenu après impôt des familles diminue dans la région (– 0,4 point), tandis qu'il diminue de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2006 seulement, le taux est en augmentation de 0,3 point, comparativement à une augmentation de 0,6 point dans l'ensemble du Québec. C'est dans L'Île-d'Orléans que l'on trouve, en proportion, le plus de familles à faible revenu (10,5 %). À l'inverse, La Jacques-Cartier affiche le taux de faible revenu le moins élevé de la région (3,6 %). Au cours de la période 2003-2007, le taux de faible revenu des familles est en augmentation dans les territoires supralocaux suivants : L'Île-d'Orléans (+ 5,2 points), Portneuf (+ 0,1 point). À l'inverse, ce taux est en diminution dans les territoires supralocaux suivants : Charlevoix-Est (– 0,6 point), La Côte-de-Beaupré (– 0,6 point), Charlevoix (– 0,5 point), Québec (– 0,5 point), La Jacques-Cartier (– 0,2 point).

Tableau 8.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Écart 2007/2003
			%			point de pourcentage
Charlevoix-Est	6,9	7,1	6,6	6,0	6,3	– 0,6
Charlevoix	5,6	5,3	4,8	4,9	5,1	– 0,5
L'Île-d'Orléans	5,3	4,4	3,9	6,2	10,5	5,2
La Côte-de-Beaupré	5,8	5,3	4,9	5,1	5,1	– 0,6
La Jacques-Cartier	3,8	3,6	3,6	4,0	3,6	– 0,2
Québec	7,0	7,0	6,5	6,3	6,5	– 0,5
Portneuf	6,6	6,3	5,7	5,7	6,7	0,1
Capitale-Nationale	**6,7**	**6,7**	**6,2**	**6,0**	**6,3**	**– 0,4**
Ensemble du Québec	**10,1**	**10,0**	**9,6**	**9,3**	**9,9**	**– 0,2**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2007, ce taux est 5,1 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (20,7 %) qu'en ce qui concerne les couples (4,0 %). Entre 2003 et 2007, le taux est stationnaire concernant les familles monoparentales, comparativement à une diminution de 0,1 point pour les couples. C'est Portneuf qui affiche le taux de faible revenu des familles monoparentales le plus élevé de la région en 2007 (22,8 %). Mentionnons que le taux le plus bas pour ce type de famille revient à Charlevoix (15,0 %).

Toujours en 2007, on dénombre dans la région 11 780 familles à faible revenu, dont 5 260 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 13 970 en 2003 à 11 630 en 2007, soit une diminution de 16,8 %. Cette diminution est plus élevée que celle du nombre total d'enfants de la région (– 3,0 %).

Revenu médian des familles

De 2006 à 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 4,0 % dans la région de la Capitale-Nationale, soit à un rythme supérieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 3,1 %). On constate que les territoires supralocaux suivants profitent de cette croissance réelle : La Jacques-Cartier (+ 4,6 %), Québec (+ 4,2 %), Charlevoix-Est (+ 3,8 %), Charlevoix (+ 3,8 %), La Côte-de-Beaupré (+ 3,4 %), Portneuf (+ 2,1 %). À l'inverse, on observe une décroissance dans le territoire supralocal suivant : L'Île-d'Orléans (– 1,0 %). Aussi, la région est en avance par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles

s'établit à 68 210 $, comparativement à 61 780 $ au Québec. En 2007, le revenu médian avant impôt est supérieur à celui de l'ensemble du Québec dans les territoires supralocaux suivants : L'Île-d'Orléans (69 900 $), La Côte-de-Beaupré (67 660 $), La Jacques-Cartier (78 090 $), Québec (69 190 $).

Tableau 8.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	$ constants de 2007		%
Charlevoix-Est	55 048	57 160	3,8
Charlevoix	55 454	57 580	3,8
L'Île-d'Orléans	70 587	69 900	– 1,0
La Côte-de-Beaupré	65 407	67 660	3,4
La Jacques-Cartier	74 649	78 090	4,6
Québec	66 423	69 190	4,2
Portneuf	57 790	59 000	2,1
Capitale-Nationale	**65 610**	**68 210**	**4,0**
Ensemble du Québec	**59 923**	**61 780**	**3,1**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2007, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (37 500 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (61 840 $). Enfin, de 2006 à 2007, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 5,8 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 4,4 %.

Tableau 8.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Capitale-Nationale, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	$ constants de 2007		%
Famille comptant un couple	**59 212**	**61 840**	**4,4**
Sans enfants	48 649	51 060	5,0
Avec 1 enfant	66 017	68 800	4,2
Avec 2 enfants	74 751	78 630	5,2
Avec 3 enfants et plus	77 798	81 190	4,4
Famille monoparentale	**35 446**	**37 500**	**5,8**
Avec 1 enfant	34 532	36 480	5,6
Avec 2 enfants	37 782	40 220	6,5
Avec 3 enfants et plus	36 461	37 870	3,9

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les données exposées dans ce bulletin fournissent un portrait du plus haut niveau de scolarité atteint par la population de 15 ans et plus, et ce, pour l'année 2006. Les comparaisons avec les données de 2001 sont délicates étant donné les modifications sur les catégorisations et les questions dans le questionnaire du recensement entre ces deux périodes.

Selon les données du recensement de 2006, 19,1 % des personnes de 15 ans et plus de la Capitale-Nationale ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade, une part plus faible que dans l'ensemble du Québec (25,0 %). On s'aperçoit également que 24,4 % des individus ont un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, alors qu'une faible proportion de personnes possèdent uniquement un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (15,3 %). Au Québec, ces proportions sont respectivement de 21,4 % et 15,3 %.

On remarque aussi que des 266 820 hommes de 15 ans et plus de la Capitale-Nationale, 24,6 % ont acquis un diplôme universitaire et seulement 18,3 % ne possèdent aucun diplôme. Pour les 287 790 femmes, la situation est identique quoique avec des écarts moins grands, car même si 24,3 % d'entre elles ont achevé leurs études menant à un diplôme universitaire, 19,9 % ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade.

À l'échelle des MRC et TE, les disparités sont importantes entre Charlevoix et Charlevoix-Est où l'on retrouve un fort pourcentage de personnes de 15 ans et plus sans aucun certificat, diplôme ou grade (32,7 % et 32,5 % respectivement) et une faible part de diplômés universitaire (13,6 % et 11,4 % chacune), alors qu'à Québec la situation est totalement inversée (17,6 % des personnes ne possèdent aucun diplôme pour 26,6 % de diplômés universitaires). À noter par ailleurs que le TE de Québec est le seul de la Capitale-Nationale où la part des individus qui possèdent un certificat, un diplôme ou un grade universitaire est supérieure à la moyenne régionale (24,4 %), devancé en terme de proportion seulement par Montréal (31,8 %) et Longueuil (27,7 %). Pour La Jacques-Cartier, la distinction se fait dans la très faible proportion des personnes sans aucun certificat, diplôme ou grade (17,3 %); parmi tous les territoires supralocaux du Québec, seul le TE de Lévis détient une proportion plus faible (16,7 %) de personnes ne possédant aucun diplôme.

Tableau 9.1

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, MRC et TE de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2006

	Total	Aucun certificat, diplôme ou grade		Diplôme d'études secondaires ou équivalent		Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers		Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep		Certificat, diplôme ou grade universitaire	
	n	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Charlevoix-Est	13 940	4 530	32,5	3 065	22,0	3 025	21,7	1 735	12,4	1 590	11,4
Charlevoix	11 200	3 665	32,7	2 395	21,4	1 975	17,6	1 640	14,6	1 525	13,6
L'Île-d'Orléans	5 820	1 235	21,2	1 175	20,2	1 035	17,8	980	16,8	1 395	24,0
La Côte-de-Beaupré	18 995	4 560	24,0	4 245	22,3	3 820	20,1	3 105	16,3	3 270	17,2
La Jacques-Cartier	23 600	4 085	17,3	5 355	22,7	4 615	19,6	4 405	18,7	5 140	21,8
Québec	442 485	77 775	17,6	99 790	22,6	62 480	14,1	84 760	19,2	117 680	26,6
Portneuf	38 555	10 285	26,7	9 355	24,3	8 005	20,8	6 065	15,7	4 850	12,6
Capitale-Nationale	**554 595**	**106 135**	**19,1**	**125 380**	**22,6**	**84 955**	**15,3**	**102 690**	**18,5**	**135 450**	**24,4**
Ensemble du Québec	**6 184 490**	**1 547 870**	**25,0**	**1 377 585**	**22,3**	**945 970**	**15,3**	**992 365**	**16,0**	**1 320 695**	**21,4**

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel directement affecté aux soins

En 2008-2009, on enregistre dans la Capitale-Nationale pour la sixième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 2,5 %). Cette croissance est davantage marquée chez les préposés aux bénéficiaires (+ 6,7 %) et les infirmiers auxiliaires (+ 2,9 %) que chez les infirmiers (+ 0,5 %). La Capitale-Nationale connaît ainsi en 2008-2009 une hausse du personnel infirmier plus forte que celle du Québec (+ 1,6 %). De surcroît, depuis 2004-2005, la région affiche une augmentation du personnel infirmier (+ 7,6 %) supérieure à la moyenne québécoise (+ 5,4 %).

Tableau 10.1

Personnel infirmier[1], en équivalent temps complet, selon la catégorie de personnel, région sociosanitaire de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[2] 08-09/04-05
Capitale-Nationale	n	**9 774**	**9 865**	**10 062**	**10 255**	**10 516**	**7,6**
Infirmiers	n	5 864	5 929	6 042	6 091	6 119	4,3
Infirmiers auxiliaires	n	1 260	1 256	1 240	1 258	1 295	2,8
Préposés aux bénéficiaires	n	2 650	2 680	2 780	2 906	3 102	17,1
Taux pour 100 000 habitants[3]	n pour 100 000 hab.	1 475	1 484	1 505	1 523	1 551	76,0
Ensemble du Québec	n	**80 643**	**81 532**	**82 441**	**83 621**	**84 959**	**5,4**
Infirmiers	n	43 122	43 412	43 733	43 723	43 559	1,0
Infirmiers auxiliaires	n	10 721	10 970	11 163	11 618	12 367	15,4
Préposés aux bénéficiaires	n	26 800	27 149	27 546	28 279	29 033	8,3
Taux pour 100 000 habitants[3]	n pour 100 000 hab.	1 070	1 075	1 080	1 088	1 096	26,0

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
2. Les variations relatives au personnel de la santé sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants sont en points pour 100 000.
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés dans la Capitale-Nationale, en 2008-2009, il augmente pour la deuxième année consécutive et atteint 88,3 %. De plus, l'augmentation de 2,2 points s'accompagne d'une décroissance de 0,7 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, même si le taux d'occupation (84,0 %) s'accroît de 0,4 point, le nombre d'usagers (718 363) diminue de 0,6 % en 2008-2009. Par ailleurs, la baisse de 1,7 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés dans la Capitale-Nationale en 2008-2009 continue la baisse observée depuis 2006-2007. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 727) est resté relativement stable en 2008-2009 (+ 0,1 %).

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la baisse de 1,4 point du taux d'occupation des lits dressés en 2008-2009 accorde à la Capitale-Nationale (97,0 %) un taux inférieur à celui du Québec (97,8 %). Cette diminution s'accompagne d'une croissance du nombre d'usagers de 5,2 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,3 point en 2008-2009, alors que le nombre d'usagers (69 987) connaît une hausse de 0,3 %. Pour la première fois depuis 1998-1999, le

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a augmenté dans la Capitale-Nationale (+ 1,3 % en 2008-2009). Au Québec, le nombre de lits dressés (40 181) diminue en 2008-2009 (– 1,2 %).

Tableau 10.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de la Capitale-Nationale et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[1] 08-09/04-05	
							Région	Ensemble du Québec
Soins généraux et spécialisés								
Nombre de lits dressés	n	1 720	1 805	1 777	1 754	1 725	0,3	– 0,6
Taux pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	260	272	266	261	254	– 6,0	– 7,0
Taux d'occupation	%	84,6	84,4	83,8	86,1	88,3	3,7	0,7
Nombre d'usagers	n	82 568	90 634	90 011	88 993	88 394	7,1	1,0
Hébergement et soins de longue durée								
Nombre de lits dressés	n	4 313	4 185	4 118	4 068	4 122	– 4,4	– 3,1
Taux pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	651	630	616	604	608	– 43,0	– 32,0
Taux d'occupation	%	97,3	97,7	98,2	98,4	97,0	– 0,3	1,0
Nombre d'usagers	n	7 605	7 032	6 598	6 312	6 641	– 12,7	– 3,8

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Les variations relatives au nombre de lits dressés et au nombre d'usagers sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants et les taux d'occupation sont indiqués respectivement en points pour 100 000 et en points de pourcentage.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

11. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

La région de la Capitale-Nationale se distingue en particulier par son grand nombre d'institutions muséales, dont deux musées nationaux : le Musée national des beaux-arts du Québec et le Musée de la civilisation. Tout comme pour les institutions muséales, la présence des centres d'artistes et des librairies est, en tenant compte de la taille de la population, légèrement supérieure à ce qu'on observe dans l'ensemble du Québec. La Capitale-Nationale arrive à l'avant-dernier rang, devant le Nord-du-Québec, pour le nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc par 100 000 habitants (7,9).

Tableau 11.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Capitale-Nationale, 2007 et 2008

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2007	2008	2008[1]	2008	
	n		%	n	
Centres d'artistes	11	11	16,7	1,6	0,9
Salles de spectacles	53	45	8,4	6,6	8,9
Institutions muséales[2]	67	67	15,7	9,9	8,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	32	..	..	..	..
Bibliothèques publiques affiliées	37	..	..	..	..
Librairies	50	50	13,3	7,4	4,8
Cinémas et ciné-parcs	7	8	6,6	1,2	1,6
Écrans	57	54	6,9	7,9	10,1
Stations de radio privées et communautaires	16	18	11,1	2,6	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Comprennent les établissements qui ont répondu à l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales ainsi que ceux qui n'ont pas donné suite au questionnaire d'enquête. Excluent les institutions muséales fermées en 2008 ou incapables de fournir des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Une fois les résultats pondérés par la taille de la population, la région de la Capitale-Nationale se classe au 1er rang pour la fréquentation des institutions muséales et les ventes de livres dans les librairies et au 2e rang pour le nombre d'entrées aux spectacles payants en arts de la scène et pour l'assistance au cinéma. En 2008, les institutions muséales de la région ont accueilli 2,96 millions de visiteurs, en hausse de 31 % par rapport à 2007. La fréquentation des activités culturelles est largement au-dessus de la moyenne québécoise, ce qui s'explique par la présence de la ville de Québec sur son territoire, soit le plus important pôle culturel du Québec après Montréal.

Tableau 11.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Capitale-Nationale, 2007 et 2008

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Québec
		2008	2007	2008	2008
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	1 859	3,0	2,7	11,2
Entrées	n	925 976	1 441,5	1 361,5	13,2
Assistance des cinémas					
Entrées	n	2 571 600	3 952,8	3 781,3	11,6
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	2 963 410	3 371,5	4 357,4	23,6
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	5 900,0	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs[1]	$	84 865 114	119,15	124,78	16,6

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2007. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 $ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 $ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Plus haut certificat, diplôme ou grade

Il s'agit d'une variable dérivée obtenue à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études « en classe » menant aux titres scolaires en question. Toutefois, au niveau détaillé de la hiérarchie, un apprenti inscrit n'a pas toujours obtenu de diplôme d'études secondaires, de même qu'une personne possédant une maîtrise n'a pas nécessairement un certificat ou un diplôme supérieur au baccalauréat. Par conséquent, même si la liste des catégories n'est pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une mesure générale de la réussite scolaire (Statistique Canada, 2008).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives

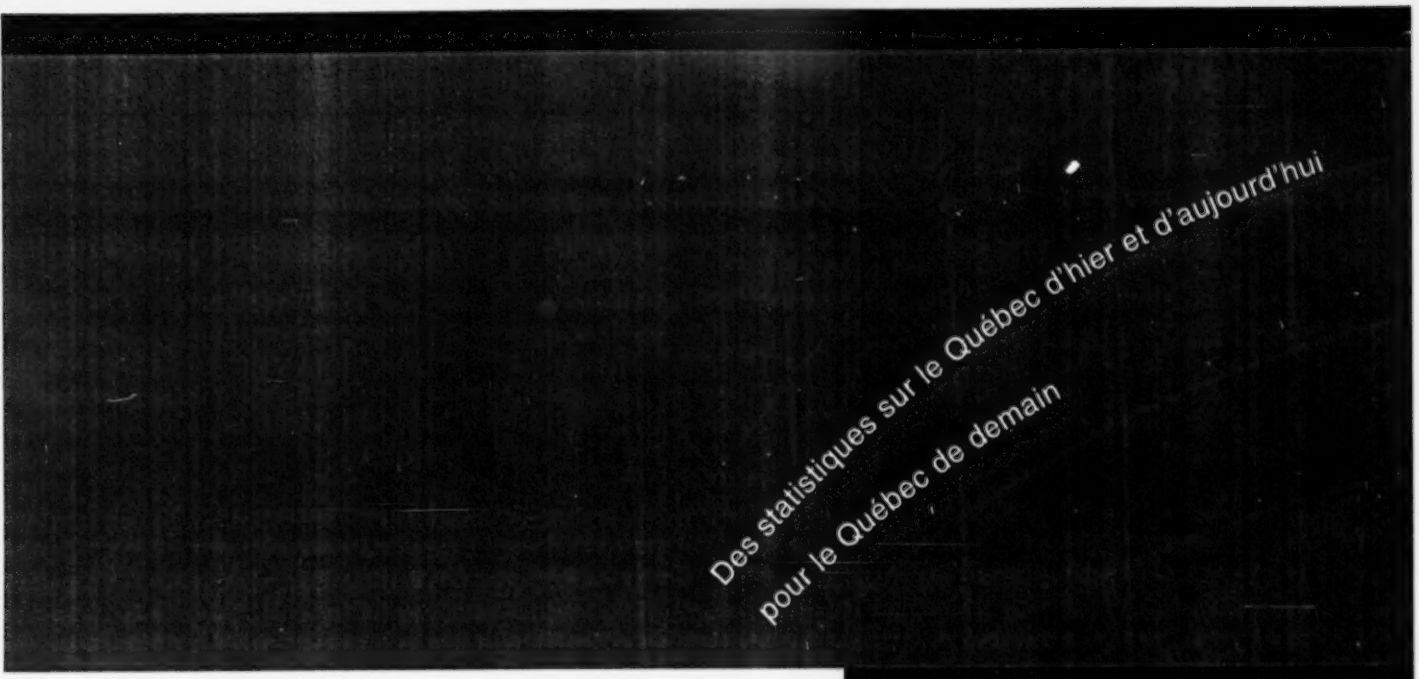
	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2009pp	Var. 09/08	2009p	Var. 09/08	2009	2007	Var. 10/09	2009p	TAAM[1] 2006-2009
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	28 377	0,0	22 315	1,7	9,2	7,7	– 1,7	200 756	– 1,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	33 303	– 2,6	23 599	2,0	10,0	7,4	3,6	273 264	– 1,0
Capitale-Nationale	40 449	– 0,3	27 429	4,0	5,2	6,3	4,9	687 810	9,4
Mauricie	30 478	– 1,5	22 917	1,2	9,6	10,0	– 5,1	262 399	2,7
Estrie	29 449	– 2,1	23 364	0,6	7,5	9,1	1,5	307 389	7,0
Montréal	50 012	– 1,1	27 462	1,9	11,1	16,8	1,8	1 906 811	5,9
Outaouais	28 944	– 0,1	26 104	5,8	6,3	9,4	10,6	358 872	13,3
Abitibi-Témiscamingue	34 834	– 1,4	25 192	1,4	9,5	8,6	20,4	145 886	2,3
Côte-Nord	48 689	– 1,8	26 491	2,0	9,7	10,1	56,8	95 704	– 3,0
Nord-du-Québec	73 785	0,3	29 415	– 47,9	9,7	17,5	18,9	41 479	9,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 263	0,9	21 580	2,6	15,6	10,4	36,3	94 067	– 3,9
Chaudière-Appalaches	32 216	– 1,5	24 725	1,5	5,9	5,7	– 4,3	403 011	5,1
Laval	31 006	– 1,6	26 442	0,5	7,6	8,0	– 10,8	391 893	17,0
Lanaudière	23 140	– 1,6	24 619	1,5	8,2	8,1	– 1,6	457 962	18,1
Laurentides	29 469	– 1,5	26 137	2,2	7,8	8,1	– 3,3	542 416	15,1
Montérégie	30 404	– 1,9	26 966	2,1	7,6	8,0	2,6	1 428 475	10,8
Centre-du-Québec	32 707	– 2,9	22 972	– 0,1	7,1	8,5	– 16,1	230 685	6,9
Ensemble du Québec	**36 161**	**– 1,4**	**26 031**	**1,5**	**8,5**	**9,9**	**3,6**	**7 828 879**	**8,5**

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.
2. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

Tableau comparatif pour les MRC et TE de la région de la Capitale-Nationale

	Revenu personnel disponible par habitant		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans	Taux de faible revenu des familles	Population au 1er juillet		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2009p	Var. 09/08	2009p	2007	2009p	TAAM[1] 2006-2009	2009p	2008-2009[2]
	$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Capitale-Nationale	27 429	4,0	75,3	6,3	687 810	9,4	1 906	2 761
Charlevoix-Est	21 826	1,7	69,4	6,3	16 344	– 1,9	10	5
Charlevoix	22 414	2,2	71,5	5,1	13 134	– 0,4	4	31
L'Île-d'Orléans	31 225	0,8	74,7	10,5	6 994	5,8	3	44
La Côte-de-Beaupré	27 232	2,0	78,5	5,1	24 768	21,4	77	597
La Jacques-Cartier	31 631	1,7	83,5	3,6	33 370	33,2	572	822
Québec	27 803	4,6	75,0	6,5	545 219	8,2	1 086	827
Portneuf	23 091	1,6	73,0	6,7	47 911	8,0	154	435
Ensemble du Québec	**26 031**	**1,5**	**72,5**	**9,9**	**7 828 879**	**8,5**	**31 400**	**...**

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.
2. Année du 1er juillet au 30 juin.



Capitale-Nationale

Superficie en terre ferme (2009)	18 591,8 km²
Densité de population (2009)	37,0 hab./km²
Population totale (2009[p])	687 810 hab.
Accroissement naturel (2009[p])	1 906 hab.
Solde migratoire interrégional (2008-2009)[1]	2 761 hab.
PIB aux prix de base (2009)	27 821,2 M$
PIB par habitant (2009)	40 449 $
Revenu personnel disponible par habitant (2009)	27 429 $
Emplois (2009)	356,1 k
Taux d'activité (2009)	65,6 %
Taux d'emploi (2009)	62,2 %
Taux de chômage (2009)	5,2 %
Taux de faible revenu des familles (2007)	6,3 %
Dépenses en immobilisation (2010)	7 788,9 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.

Institut de la statistique Québec